

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

**IDCC : 1596. – Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

**ACCORD DU 15 NOVEMBRE 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2013
(BRETAGNE)**

NOR : ASET1350138M
IDCC : 1596

Entre :

La fédération régionale du bâtiment de Bretagne ;

L'UR CAPEB Bretagne ;

La fédération Ouest SCOP BTP,

D'une part, et

L'URCB CFDT Bretagne ;

L'URB CFTC Bretagne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème des salaires minimaux applicables du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 (base 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 mensuelles), en application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minimaux des ouvriers et ETAM du bâtiment, résulte du tableau ci-après.

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL	TAUX HORAIRE
Niveau I			
Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 440,00	9,49
– position 2	170	1 460,00	9,63
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 512,70	9,97

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL	TAUX HORAIRE
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 679,90	11,08
– position 2	230	1 813,70	11,96
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 947,50	12,84
– position 2	270	2 081,30	13,72

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 275 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,69 €.

Article 2

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application à compter du 1^{er} janvier 2013 et jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 3

Disposition exceptionnelle

Si l'équilibre de l'accord se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi d'Ille-et-Vilaine et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Rennes.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Rennes, le 15 novembre 2012.

(Suivent les signatures.)